



Réunion extraordinaire des Ministres des Affaires étrangères de l'UE

Intervention de Jean Asselborn

18 mai 2021

Merci Josep, d'avoir convoqué cette réunion extraordinaire sur l'escalade de la violence au Moyen-Orient, et merci pour tous tes efforts ces derniers jours. Nous sommes au bord d'une guerre totale entre Israël et le Hamas, il y a de graves troubles civils en Israël, la violence s'étend à la Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Tu nous as encouragés à exprimer clairement notre point de vue. Je vais me concentrer sur trois points :

Premièrement, évidemment, il faut condamner les tirs du Hamas et d'autres groupes terroristes contre Israël. Ces tirs sont inacceptables et doivent cesser immédiatement. Ce sont des actes criminels qui ont déjà coûté la vie à 10 citoyens israéliens.

Israël a le droit de se défendre et de protéger ses citoyens. Il doit le faire dans le respect du droit international humanitaire en assurant la protection des civils. Le bombardement des infrastructures civiles à Gaza, qui a entraîné la mort d'au moins 212 personnes, dont 61 enfants et 36 femmes, est intolérable et ne saurait être justifié dans le contexte de la défense légitime. Nous soutenons l'appel de l'UNICEF à agir en faveur de la protection des enfants.

Il faut œuvrer à un cessez-le-feu immédiat et préparer le terrain pour la reprise de pourparlers politiques en vue de régler le conflit. C'est le seul moyen de rompre le cycle de la violence. Les informations à ce sujet semblent plutôt aller dans une direction positive.

Deuxièmement, il faut se rappeler comment nous en sommes arrivés là. Cette violence est le symptôme d'une maladie tenace dont souffre la région depuis 1967, et qui s'appelle l'occupation.

Depuis quelques années, la solution à deux États, avec Jérusalem comme capitale d'Israël et de la Palestine, est systématiquement remise en cause par la politique de colonisation israélienne, y compris les démolitions et les déplacements forcés.

Les événements qui se sont enchaînés ces dernières semaines – le report des élections palestiniennes, surtout la menace d'éviction de familles palestiniennes qui vivent depuis des générations à Sheikh Jarrah, et la violence contre les fidèles à Haram al-Sharif pendant le Ramadan – ont confirmé que la solution à deux États devient de plus en plus une chimère.

Troisièmement : Ces dernières années, nous avons négligé le processus de paix au Moyen-Orient. Miser uniquement sur le développement des relations économiques entre Israël et les pays arabes de la région ne garantit pas la paix et la stabilité. Le règlement du conflit entre Israël et les Palestiniens doit redevenir l'une de nos priorités. Avec la nouvelle administration américaine, qui reconnaît le droit des Palestiniens à vivre dans la liberté, la dignité, la sécurité et la prospérité, il devrait être possible de relancer les efforts diplomatiques, par exemple dans le cadre du Quartet. L'Union européenne doit parler d'une seule voix – comme entre 2009 et 2016 – si elle veut compter dans ce processus politique.

Nous Européens avons toujours été de fervents défenseurs de la solution à deux États. Toutefois, la réalité aujourd'hui est très éloignée de cet objectif. Nous devons nous concentrer sur les droits des Palestiniens et nous attaquer à l'inégalité structurelle qui sépare les Israéliens et les Palestiniens à tel point que des organisations comme B'Tselem et Human Rights Watch parlent d'apartheid. C'est notre devoir en tant que principal partenaire commercial d'Israël et principal donateur de l'Autorité palestinienne, ainsi que notre responsabilité historique envers les peuples d'Israël et de Palestine.